

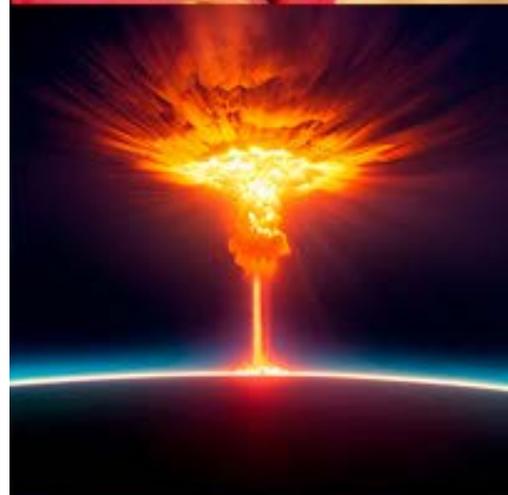
**Nous devons apprendre  
des **peuples autochtones**.**

L'actu de la communauté éducative du **Lycée**

Un mensuel dédié pour les élèves, leurs parents,  
les enseignants et le personnel encadrant

# SOMMAIRE

- 3** Editorial
- 4** **Crous / Bacheliers 2024** : futurs étudiant, pour vos demandes de bourse et/ou de logement c'est parti !
- 5** **Personnalité inspirante** : Vanessa Springora, auteure réalisatrice
- 6** **En #bref et en #brèves**
- 8** **Orientation** : De la terminale à l'enseignement supérieur, des choix d'orientation genrés malgré des combinaisons de spécialités similaires
- 10** **Estonie** description d'un système scolaire qui réussit
- 11** **Dossier du mois** : Le nucléaire : histoire, désarmement et enjeux actuels.
- 15** **La Marine recrute**  
Présence en région : Île de France/ Val de Loire Outre Mer et Grand Est
- 19** **Éducation** :  
Nous devons apprendre des peuples autochtones.
- 22** **Santé** : L'OMS recommande des politiques plus strictes pour protéger les enfants du marketing alimentaire
- 25** **La chronique des faits internationaux**
- 28** **L'actu écolo**
- 30** **Anti Gaspi** : Chaque jour, plus d'un milliard de repas sont gaspillés
- 32** **Opinions sur l'École et l'éducation**  
Semaine du 29 avril au 5 mai 2024 (P. Watrelot)



**Individualisme et individualisation. Les deux termes semblent tantôt se répondre, tantôt s'opposer. Mais aussi bien-être à l'école et intelligence artificielle n'ont rien à voir, sinon de provoquer parmi les enseignants des réactions contrastées.**

Solange Ciavaldini-Cartaut (INSPE de Nice) travaille avec un collège de Saint Laurent du Var sur le bien-être des élèves et des enseignants. Lors du "Printemps de la recherche en éducation", elle a présenté plusieurs photos d'élèves qui, dans une classe flexible, choisissent leurs sièges, se déplacent librement et vont, s'ils ont fini avant les autres un devoir sur table, lire un bouquin confortablement installés sur des coussins, ailleurs, les élèves travaillent en petits groupes mais ceux qui préfèrent être seuls face à la tâche prescrite ont des casques anti-bruit pour rester dans leur bulle. Les questions de discipline semblent être passées au rang des préoccupations très secondaires, et pourtant, toute une partie du corps enseignant refuse de rejoindre le mouvement. Ils ne sont "pas payés pour être aimés", la classe n'est pas un lieu où la recherche du bonheur est un objectif en soi.

Le dossier du dernier numéro des Cahiers pédagogiques porte sur "Intelligence artificielle et pédagogie", et là aussi apparaît "la méfiance" d'une partie du corps enseignant, méfiance qui s'explique aisément quand on mesure combien les potentialités de l'IA sont mal connues tandis que les discours sur les possibilités pour les élèves de tricher, sur les "fake news" et sur les risques de voir la machine remplacer l'humain se répandent.

Mais il serait trop facile de faire le procès des conservateurs, accusés de frilosité. Ne retrouvons-nous pas ici, sous une forme nouvelle, l'opposition, souvent violente dans les années 80' et 90' entre les "pédagogues" (avec pour héraut P. Meirieu) et les "antipédagogues" (attachés à J. Muglioni et à A. Finkielkraut) ? Les seconds invoquaient Hannah Arendt pour faire le lien entre la tradition scolaire et la pérennité des savoirs à enseigner, les premiers cherchaient de nouveaux moyens pour mettre la réussite de tous les élèves "au centre" du système scolaire. Aujourd'hui, les uns refusent de céder sur la transmission des savoirs et dénoncent une baisse du niveau consentie, voire organisée par le ministère, les autres acceptent de "lâcher prise" et de faire le pari de l'éducabilité de tous les élèves pour de meilleurs apprentissages. Cette opposition est-elle indépassable ?

Gabriel Attal voit une partie de nos adolescents glisser "vers une forme d'isolement, d'individualisme" qui peut préfigurer "le pire". Et il préconise une réponse individualisée, "tu casses, tu réparas. Tu salis, tu nettoies. Tu défies l'autorité, on t'apprend à la respecter". Bien évidemment, les arguments en faveur de la "justice restaurative" ne manquent pas et, dans un pays démocratique, les peines doivent être individualisées. La préconisation du Premier ministre n'est donc, du moins à ce moment là de son discours, que l'expression



PHILIPPE TOUZEAU-MENONI

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

de ce qui se fait tous les jours dans les conseils de discipline ou dans les bureaux des juges des mineurs. Mais elle est précédée d'une condamnation de l'individualisme.

N'est-ce pas paradoxal ? Les réformes du système scolaire ne favorisent-elles pas l'individualisation des enseignements, et donc, potentiellement, l'individualisme ? Certes, la quasi interdiction de l'instruction en famille va dans le sens de l'inscription des enfants dans un collectif, mais plusieurs autres réformes vont en sens inverse. Les dédoublements permettent, c'est leur justification, que l'enseignant consacre davantage de temps à chaque enfant. Les tests dressent pour chacun une cartographie de ses difficultés (et de ses facilités). Au collège, les "groupes" doivent permettre de répondre à leurs besoins, en cassant le groupe classe. Au lycée, ce sont les spécialités qui dissolvent le groupe classe. Sylvie Amici, psychologue de l'Education nationale, fait remarquer que la lutte contre le harcèlement est trop souvent conçue comme le fait d'un élève contre un autre, en ignorant les phénomènes de groupe qui autorise le passage à l'acte de l'un d'eux.

Second trait commun à la plupart des réformes engagées depuis 2017, mais qui se retrouve dans "l'air du temps", l'enfant (ou l'adolescent, ou le très jeune adulte) est perçu comme un individu rationnel, qui a envie d'apprendre à lire les syllabes et les mots que l'adulte lui met sous le nez, qui va peser le pour et le contre avant de défier l'autorité parce qu'on lui aura appris quel était le prix à payer, c'est aussi un jeune homme ou une jeune femme qui sait ce qui sera bon pour lui quand il remplit son dossier Parcoursup. Il serait certainement abusif de vouloir, à partir de quelques données, et au risque d'en oublier d'autres, tracer les contours d'un "macro-isme éducatif". Ce n'est ici qu'une proposition, qu'une grille de lecture possible.

# UNE BOURSE, UN LOGEMENT

CHAQUE ANNÉE, PLUSIEURS MILLIERS D'ÉTUDIANTS  
BÉNÉFICIENT D'UNE BOURSE, D'UN LOGEMENT CROUS  
POUR FAIRE LEURS ÉTUDES

*Et moi ? Est-ce  
que j'y ai droit ?*

Vite !  
Je constitue mon  
**Dossier Social  
Étudiant**

**AVANT LE 31 MAI**



**BOURSES, LOGEMENTS, RESTAURATION, CULTURE...**

**Les Crous avec vous !**

# LE PORTRAIT DU MOIS



## Aurélia Devos

« Enquêter sur les crimes de guerre demande du courage »

Aurélia Devos est une magistrate française.

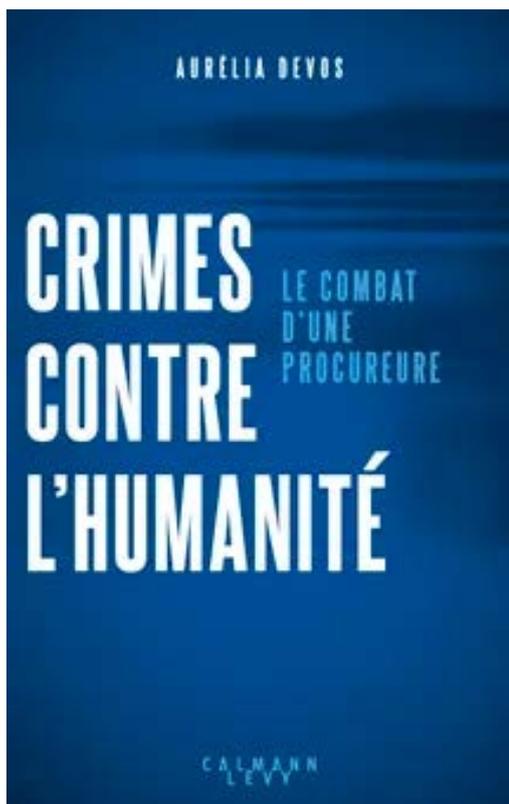
Aurélia Devos a dirigé pendant dix ans les poursuites en matière de crimes internationaux, dont plus de huit ans à la tête du parquet du pôle Crimes contre l'humanité. En 2012, elle accompagne la création du pôle des crimes contre l'humanité, crimes et délits de guerre au Parquet de Paris puis au Parquet national antiterroriste. Première vice-présidente adjointe du Tribunal judiciaire de Lille depuis 2021, elle publie aujourd'hui « Crimes contre l'humanité. Le combat d'une procureure »

Extrait de l'article à retrouver dans Le Monde : Aurélia Devos, magistrate : « Les actes de terrorisme peuvent être aussi des crimes de guerre »

*"L'ancienne responsable du pôle « crimes contre l'humanité » du tribunal judiciaire de Paris explique, dans un entretien au « Monde », l'intérêt d'une telle structure malgré les difficultés à mener à bien les enquêtes, faute de moyens adaptés.*

*Votre livre raconte la mise en place du pôle « crimes contre l'humanité » au tribunal judiciaire de Paris au début des années 2010. Pourquoi la France a-t-elle autant tardé ?*

*Cela s'inscrit après des événements qui ont eu lieu dans les années 1990 comme la guerre en ex-Yougoslavie ou le génocide au Rwanda. La communauté internationale va réagir judiciairement en créant des tribunaux internationaux ad hoc. C'est le moment où naît la Cour pénale internationale [CPI]. Parallèlement, en 1994, le nouveau code pénal intègre les crimes contre l'humanité dans notre droit, au premier rang desquels le crime de génocide. La création du pôle « crimes contre l'humanité » s'inscrit alors dans l'idée de se mettre en mesure d'agir."*



Émission 28 minutes du 26/10/2023 à retrouver sur Arte



## Vers une progression des poursuites d'études des bacs pro ( SIES)

A l'horizon 2030, l'ensemble des établissements de l'enseignement supérieur français devrait compter un peu plus de 3 millions d'étudiants et "cela représenterait une évolution de + 108 000 inscriptions par rapport à 2020", estime le SIES. Le service statistique de l'enseignement supérieur prévoit une hausse importante dans les sections de technicien supérieur en apprentissage (+ 53 %), mais de fortes baisses sous statut scolaire (- 8,3 %), "les écoles d'ingénieurs et les écoles de commerce confirmeraient leur attractivité, avec des évolutions positives élevées sur la période 2020-2030" (+11% et + 15%), "l'augmentation du nombre d'étudiants dans les établissements d'enseignement universitaires privés et dans les formations culturelles et artistiques serait également élevée (+ 8 % et + 7 %)".



En revanche, le nombre des étudiants en médecine, pharmacie et odontologie devrait se stabiliser aux environs de 155 000 contre plus de 161 000 en 2020.

A la rentrée 2020, "2 894 500 inscriptions étudiantes étaient comptabilisées dans l'enseignement supérieur, y compris dans les sections de technicien supérieur (STS) en apprentissage" et à la rentrée 2021, d'après les estimations du SIES, quelque 550 300 nouveaux bacheliers sont entrés dans l'enseignement supérieur, "soit 9 100 de moins par rapport à la rentrée 2020 (...). C'est en STS sous statut scolaire que le nombre de néobacheliers fléchirait le plus fortement, avec 13 700 étudiants de moins à la rentrée 2021 (...). Cette baisse serait compensée par la hausse qu'on observerait dans les STS en apprentissage : + 16 300 poursuivants, soit + 42,6 % (...). Comme l'année précédente, les bacheliers professionnels sont les seuls à connaître une augmentation de leur taux de poursuite dans les grandes filières de l'enseignement supérieur en 2021 : en progression de 6,7 points en un an, il s'établirait à 44,9 % ». Le note du SIES [ici](#) (PDF)

## Métiers de l'animation; la plateforme « planet'Anim » reprise par Hexopée.



Hexopée, l'organisation des employeurs de l'Éducation populaire, vient de reprendre le portail Planet'Anim, "le principal portail listant les offres d'emploi" qui permet "aux animateurs de répondre aux offres d'emplois et aux recruteurs de consulter la base de cv de candidats". "Dans un contexte de tensions de recrutement, le nouveau portail favorise la mise en relation des candidats et des recruteurs", il propose des fiches métiers "permettant aux candidats de mieux connaître les différentes activités et compétences des métiers de l'Éducation populaire" et de consulter une banque des formations professionnelles.

Le site rappelle que "Planet'Anim" est une association fondée au début des années 2000 "pour combler le manque de ressources en ligne pour les animateurs (...). Initialement axée principalement sur les métiers de l'animation, sa portée s'est largement étendue pour englober les professions associées à l'éducation, la culture, le sport, l'accompagnement social, les loisirs, le tourisme et l'animation."

Le site de Planet'Anim [ici](#), celui d'Hexopée [ici](#)

## Le SNU peut-il constituer une opportunité pour les secteurs de l'animation ?



Le comité de filière animation demande que (...) la délégation générale du SNU (Service national universel, ndlr) installe rapidement un espace technique de concertation formel et régulièrement réuni avec les acteurs de la filière afin d'anticiper les impacts économiques et sociaux d'une généralisation pour toute la filière animation, publique et privée."

## #EN BREF ET EN #BRÈVES



C'est l'essentiel de l'avis rendu début mai après une réunion du comité qui s'en tient donc à la position définie l'année dernière : il n'a "pas vocation" à se prononcer sur le bien-fondé du dispositif, d'autant que le sujet "ne fait pas consensus entre ces membres ».

Mais "force est de constater (...) que les métiers auxquels le SNU fait appel sont pleinement issus de la filière animation (...) : les salariés sont les mêmes, les modalités contractuelles sont identiques et les temps d'intervention fortement coïncidents.

Des tensions croisées apparaissent déjà sur l'emploi mais aussi sur des questions connexes (...) (transports, hébergements...)." La concertation doit permettre de "faire du SNU une opportunité pour les animateurs et non une concurrence avec les accueils collectifs de mineurs (...). Le modèle économique des acteurs de l'animation pourrait se voir conforté, les parcours professionnels et de formation enrichis, les emplois consolidés si collectivement toutes les parties prenantes tant institutionnelles qu'associatives se contraignent à un niveau d'exigence suffisant de co-construction." Le risque serait sinon "d'entretenir, voir nourrir, une concurrence (...) sur l'utilisation des lieux d'accueil entre SNU et classes de découverte, par exemple, ou encore sur le recrutement et la rémunération des professionnels (...)."

### A 16 ans, ce lycéen s'apprête à commercialiser un téléphone anti-harcèlement

Viktor Bach, lycéen dans les Yvelines et sa mère Mailys Cantzler lancent The Phone, un téléphone au look de smartphone mais aux fonctionnalités très limitées pour éviter le harcèlement sur les réseaux sociaux.

Il ressemble à un smartphone, mais c'est n'est pas un smartphone. "The Phone", c'est l'idée d'un lycéen et de sa mère pour lutter contre le harcèlement et limiter l'utilisation des écrans. L'idée est venue à l'adolescent lorsqu'il se rend compte que son petit frère se fait harceler et est complètement accro à son smartphone.

Viktor, élève au lycée franco-allemand de Buc, dans les Yvelines, décide alors avec sa mère, entrepreneuse, de créer un téléphone au look de smartphone, mais avec des fonctionnalités ultraréduites: appels, messages, répertoire, réglages. Et c'est tout. Pas d'applications, d'appareil photo, de GPS ou encore d'alarme. Le duo compte ainsi combler un vide sur le marché: un téléphone "bridé", mais sans le look à l'ancienne des appareils à clapet. Les parents sont rassurés, et les enfants et pré-ados ne sont pas stigmatisés dans la cour de récré.

Comment ça marche? "Nous avons opté pour un téléphone Android, sur lequel nous avons rajouté une surcouche, qui le bride au maximum", précise le lycéen aux médias

Si le duo comptait faire fabriquer son produit en France, il s'est heurté à des problèmes de chaîne logistique et de coûts. Pour pouvoir proposer son téléphone pour une somme prix raisonnable, les deux entrepreneurs sont passés par la case Chine. The Phone sera vendu au prix de 100 euros.

La fabrication en série du téléphone devrait être lancée cet été.



De la terminale à l'enseignement supérieur, des choix d'orientation genrés malgré des combinaisons de spécialités similaires (SIES, DEPP) - [Analyse de la note du SIES - ici \(PDF\)](#)

Comment évolue l'orientation des filles et des garçons lors du passage de l'année de terminale, ponctuée par la phase d'inscription sur Parcoursup, à l'entrée dans l'enseignement supérieur ? C'est à cette question que tentent de répondre les services statistiques des ministères de l'Education nationale et de l'enseignement supérieur dans une note publiée le 21 mai.

Déjà, à l'entrée en terminale, "les garçons choisissent plus souvent des spécialités scientifiques, en particulier les mathématiques", le pourcentage de filles variant a contrario de 35 % pour la combinaison mathématiques/physique-chimie à 86 % pour humanités, littérature et philosophie (HLP)/ langues littérature et cultures étrangères et régionales.

### Les différences d'orientation entre les filles et les garçons à l'entrée de l'enseignement supérieur

Mais si les différences de choix d'orientation dans l'enseignement supérieur entre les filles et les garçons "découlent en partie de celles observées dans les spécialités suivies au lycée", des différences s'observeraient aussi au sein d'une même combinaison d'enseignements. Par exemple, on constate davantage de différences dans les choix d'orientation lorsque la spécialité sciences de la vie et de la Terre (SVT) a été suivie en

terminale. Et c'est dans la combinaison mathématiques/physique-chimie que la différenciation des parcours après la terminale entre filles et garçons est parmi les plus fortes de toutes les filières.

Pour comprendre ces effets, la DEPP et le SIES étudient les choix des 321 100 élèves lors de la phase principale de Parcoursup, entre la phase de confirmation (phase 1) et celle d'acceptation des vœux (phase 3).

Ils ciblent en premier lieu la doublette de spécialités **mathématiques/physique-chimie**. Bien que 27 % des propositions d'admission en CPGE sont acceptées par les élèves de ce groupe, la probabilité que les filles ont d'accepter définitivement cette orientation est deux fois inférieure à celle des garçons à niveau de mention au baccalauréat et niveau social équivalent.

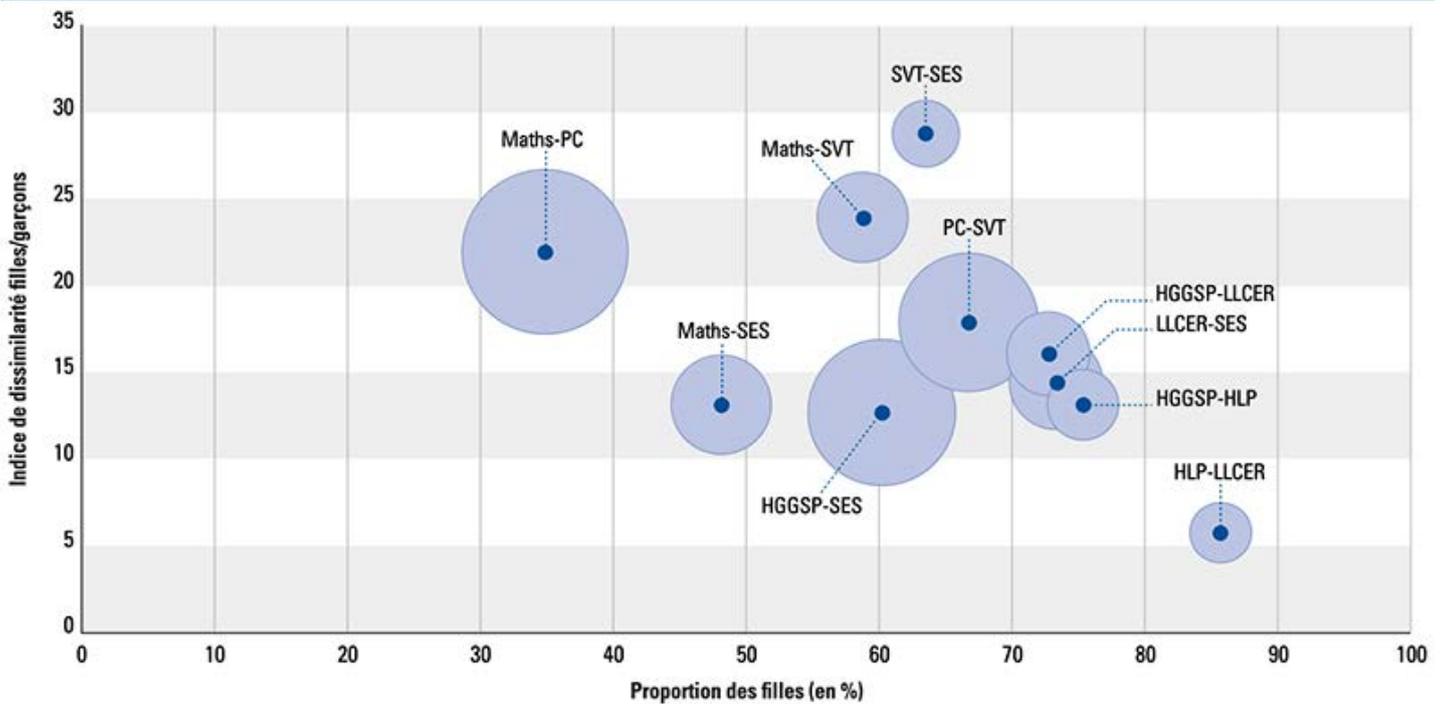
De même, les écoles d'ingénieurs "attirent également plus de garçons que de filles", de quoi estimer que "de manière générale, les filles ont une probabilité plus faible de se diriger vers des filières scientifiques sélectives", sachant qu'elles ont à l'inverse bien plus de probabilité d'intégrer un parcours accès santé spécifique (PASS) ou une licence avec option santé (LAS) que leurs camarades masculins.

D'ailleurs, pour les filières de santé "la différenciation des vœux entre filles et garçons se renforce entre la phase de confirmation de vœux et celle d'acceptation des propositions dans Parcoursup", indiquent les auteurs de la note, notamment au regard de ce que les filles acceptent plus souvent que les garçons une proposition pour ces filières, parmi les étudiants ayant reçu au moins une proposition d'admission en LAS.

Pour la plupart des filières, il apparaît peu d'évolution entre la phase de confirmation des vœux (phase 1) et celle de propositions d'admission (phase 2), à niveau scolaire et social équivalents. Ce qui "va plutôt dans le sens d'une absence de discrimination lors de la phase de propositions d'admission par les établissements",

plaide le document. Les disparités de choix entre filles et garçons évoluent donc légèrement mais restent très importantes en CPGE scientifiques, en BUT production, en écoles d'ingénieurs et en licence sciences et technologies (garçons surreprésentés), contrairement aux PASS, LAS, Licence SHS ou autre PASS-Licence santé dans lesquelles les filles sont largement plus présentes au terme de la 3ème phase.

**FIGURE 1 - Proportion des filles dans les combinaisons de spécialités en terminale et différenciation des choix à l'entrée dans l'enseignement supérieur**



Autre exemple, avec la combinaison **physique-chimie/SVT**, où “les filles ont plus tendance à aller vers des filières relatives à la santé et les garçons à aller vers des filières de production ou des écoles d'ingénieurs.” Ainsi les PASS “sont choisies à peu près dans les mêmes proportions en phase 3 par les filles et les garçons (...) même si cela va toujours dans le sens d’une légère surreprésentation des filles, qui se crée au moment de la phase 1 mais se résorbe pour partie au fil des phases.” Quant à la filière Licence Sciences-Technologie, elle a deux fois plus de probabilités d’être choisie par les lycéens, tandis que les diplômes d’État (D.E) du secteur sanitaire, principalement constitués des formations en soins infirmiers, ont une cote presque trois fois plus forte chez les filles.

En **mathématiques/SVT**, les garçons sont également surreprésentés dans les licences Sciences-Technologie, les quatre autres débouchés principaux (Licences Santé, Sciences humaines et sociales - SHS, Droit-économie-gestion - DEG, D.E secteur sanitaire) sont davantage investis par les filles.

Enfin en **SVT/SES**, trois des quatre principaux débouchés de la combinaison sont particulièrement genrés, les garçons vont davantage en licences Sciences-Technologie, les filles davantage en licences SHS et en D.E secteur sanitaire. Ces écarts sont dus principalement aux choix différents des filles et des garçons lors de la phase de confirmation des vœux et n’évoluent pas significativement entre les différentes phases de la procédure d’admission pour une même filière.

Pour expliquer en quoi les garçons “privilégient des filières scientifiques sélectives, en priorité les classes préparatoires et les écoles d’ingénieurs” et les “filles ont des probabilités beaucoup plus élevées de choisir leur poursuite d’études à l’Université et dans les filières, sélectives ou non, de santé”, il est question de deux grands types de mécanismes, un lié “aux stéréotypes de genre, par lesquels les filles ont plus de difficultés à se projeter dans des filières majoritairement masculines, et réciproquement”, l’autre à “une moindre confiance en elles-mêmes, à compétences équivalentes, notamment en mathématiques”.

**L'Estonie caracole en tête du classement PISA parmi les nations européennes.**

Or, à entendre le proviseur du "lycée français" de Tallinn (qui n'est pas un établissement français, mais une école-collège-lycée où l'enseignement du français est bien présent), peu de facteurs distinctifs expliquent ce succès. Il était à Paris ce 26 avril, à l'invitation de l'association des journalistes spécialisés en éducation (l'Ajeduc).

Il met essentiellement en avant des raisons culturelles, à commencer par "la mentalité sacrificielle des enseignants" dans un petit pays qui a pour seule ressource naturelle les cerveaux de ses habitants. Historiquement d'ailleurs, dès le XVIIIème siècle, l'Estonie avait créé des écoles en milieu rural, et elle avait au XIXème un taux d'alphabétisation trois fois supérieur à celui des autres populations de l'empire russe. A la question de PISA "pensez-vous que vous pouvez progresser en intelligence ?", ce sont d'ailleurs les jeunes Estoniens qui, parmi les européens, ont le score le plus élevé. Autre motif de son succès, une inquiétude inscrite dans la culture nationale. Le pays est fier de son succès, mais "on ne sait pas si ça va durer". L'estonien enfin est une langue finno-ougrienne, ce qui crée un lien très fort avec la Finlande et quand ils ont été libérés de la tutelle de l'URSS, les Estoniens ont reconstruit leur système éducatif en s'inspirant de leur voisin.



La maternelle n'est pas obligatoire, elle accueille 94 % des enfants qui y apprennent les rudiments de la lecture, de l'écriture et du calcul, mais en jouant. Les parents qui les y déposent le matin, vers 9h, ne leur disent pas comme en France "travaille bien et sois sage" mais "amuse toi bien", note Jaanika Lillemaa, une experte du ministère estonien de l'éducation, également en visite en France. L'école est obligatoire à partir de 7 ans. Comme dans beaucoup d'autres pays, les programmes sont nationaux mais se contentent de définir des buts à atteindre et les établissements ont de larges marges d'autonomie, notamment en ce qui concerne le recrutement des enseignants qui doivent être titulaires d'un master 2, la formation combinant connaissances disciplinaires et pédagogie. Ils organisent aussi librement les enseignements et la répartition des élèves en classe entière (les effectifs sont souvent plus lourds qu'en France), ou en groupes, notamment pour les langues.

A titre d'exemple, au "lycée français", les élèves du niveau correspondant à notre 4ème, ont chaque semaine une trentaine de cours de 45' (2 cours de chimie, 2 de physique, 4 de mathématiques, 2 d'anglais, 3 de russe, 4 de français, 2 d'estonien, 2 de littérature, 2 d'histoire, 2 de biologie, 1 de musique - essentiellement du chant, très important en Estonie -, 1 d'art plastique, 2 de travaux manuels, 2 d'EPS), de 8h45 le matin à 14h30 l'après midi, avec un quart d'heure de pause entre chaque, pas davantage pour déjeuner, mais la cantine est gratuite et tous les élèves déjeunent sur place. Après 14h30, ils ont de nombreuses activités périscolaires, certaines gratuites, financées par la municipalité, d'autres payantes... Les enfants des écoles primaires sont libérés à 12h25, ceux du lycée à 16h, du lundi au vendredi. L'année scolaire compte 13 jours de plus que la nôtre.

Les élèves sont notés de 1 à 5, avec un examen national en fin de 3ème (9ème année dans le système estonien), après quoi 30 % des élèves suivent un cursus professionnel, et un autre en fin de terminale. Ils passent aussi des tests nationaux et standardisés tous les trois ans, tests dont les résultats peuvent déclencher une inspection de l'établissement. Les meilleurs élèves, et tous ceux qui sont volontaires, participent à des "olympiades" qui leur permettent de briller... et de renforcer leurs chances d'être pris à l'Université.

Les établissements reçoivent une dotation en fonction du nombre d'élèves qu'ils utilisent comme ils l'entendent, mais en respectant des enveloppes fléchées salaires des personnels, formation continue des enseignants, achat des manuels...

# Le nucléaire : histoire, désarmement et enjeux actuels



L'histoire des Nations Unies est liée à celle de l'ère nucléaire. L'horreur de la Seconde Guerre mondiale et des bombardements de Nagasaki et d'Hiroshima, en août 1945, a démontré la nécessité d'une action collective dans le domaine du nucléaire. La première résolution adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU, le 24 janvier 1946, décide de créer une Commission qui traitera des problèmes soulevés par la découverte de l'énergie atomique et d'autres questions connexes.

En 1953, dans un discours historique prononcé devant l'Assemblée générale et connu sous le nom de « L'atome au service de la paix », le président des États-Unis, Dwight D. Eisenhower, exhortera la communauté internationale à considérer une utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Dans un contexte de guerre froide, il proposera également pour la première fois la création d'une agence internationale de l'énergie atomique, qui verra le jour en 1957.

## L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)

L'Agence internationale de l'énergie atomique est un organisme indépendant qui travaille avec les États Membres et de nombreux autres partenaires afin de promouvoir une utilisation pacifique, sûre et en toute sécurité de l'énergie nucléaire. En 1957, les Nations Unies et l'AIEA ont signé un accord qui établit leurs relations conformément au Statut de l'agence. Dans l'exercice de ses fonctions, l'AIEA « agit selon les buts et principes adoptés par les Nations Unies en vue de favoriser la paix et la coopération internationales, conformément à la politique suivie par les Nations Unies en vue de réaliser un désarmement universel garanti et conformément à tout accord international conclu en application de cette politique ».

## L'énergie nucléaire en chiffres

En 2023, le parc nucléaire mondial comptait 413 réacteurs nucléaires répartis dans 32 pays, tandis que 58 nouveaux réacteurs étaient en construction, selon les données de l'AIEA. Fin 2022, 12 pays comptaient sur l'énergie nucléaire pour fournir au moins un quart de leur électricité. En France et en Slovaquie, l'énergie nucléaire représente plus de la moitié de la production totale d'électricité

## La sécurité nucléaire

La sécurité nucléaire relève de la responsabilité de chaque État qui utilise la technologie nucléaire sur son territoire. Par l'intermédiaire de son Département de la sûreté et de la sécurité nucléaires, l'AIEA s'efforce de fournir un cadre mondial de sûreté et de sécurité nucléaires solide, durable et visible pour la protection des personnes, de la société et de l'environnement. Ce cadre prévoit l'élaboration et l'application harmonisées de normes, de lignes directrices et d'exigences en matière de sûreté et de sécurité mais il n'a pas pour mandat de faire appliquer les normes de sécurité dans un pays.

### Qu'est ce que l'énergie nucléaire ?

L'énergie nucléaire est une forme d'énergie libérée par le noyau, cœur des atomes, composé de protons et de neutrons. Elle peut être produite de deux manières, par la fission - division du noyau de l'atome en plusieurs parties - ou par la fusion de plusieurs noyaux.

L'énergie nucléaire utilisée aujourd'hui dans le monde pour produire de l'électricité provient de la fission nucléaire, la technologie de production d'électricité au moyen de la fusion étant toujours en phase de recherche-développement.

## Tchernobyl

En 1986, la catastrophe nucléaire survenue à la centrale nucléaire de Tchernobyl a été provoquée par un ensemble de défaillances au niveau de la conception du réacteur et de la part de ses opérateurs.

Au cours des quatre années qui ont suivi l'accident de Tchernobyl, les autorités soviétiques ont décidé de faire face aux conséquences de l'explosion au niveau national. Sans soutien soviétique, l'Organisation des Nations Unies et ses partenaires ont cherché des moyens de fournir une aide d'urgence, notamment en évaluant la sûreté nucléaire et les conditions environnementales de la zone contaminée, et en diagnostiquant les diverses pathologies liées à cet accident.

Après Tchernobyl, la coopération internationale en matière de sûreté nucléaire a été considérablement renforcée : quatre conventions internationales de sûreté, deux codes de conduite, des principes fondamentaux de sûreté et un ensemble de normes de sûreté de l'AIEA mondialement reconnues ont été élaborés et adoptés. Les normes de sûreté de l'AIEA reflètent un consensus international relatif au niveau de sécurité nécessaire pour protéger les personnes et l'environnement contre les effets nocifs des rayonnements ionisants.



## Fukushima

En mars 2011, le Japon a été frappé par un tremblement de terre de magnitude 9, suivi d'un tsunami dévastateur dans l'est du pays. L'accident survenu à la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi à la suite du tsunami est le plus grave enregistré depuis la catastrophe de Tchernobyl en 1986. Des matières radioactives ont été libérées dans l'air et des dizaines de milliers de personnes ont été évacuées. Les capacités du Centre des incidents et des urgences de l'AIEA ont immédiatement été déployées : une équipe d'experts en sûreté nucléaire, en intervention d'urgence et en radioprotection a été mise à disposition. Le Centre a recueilli et

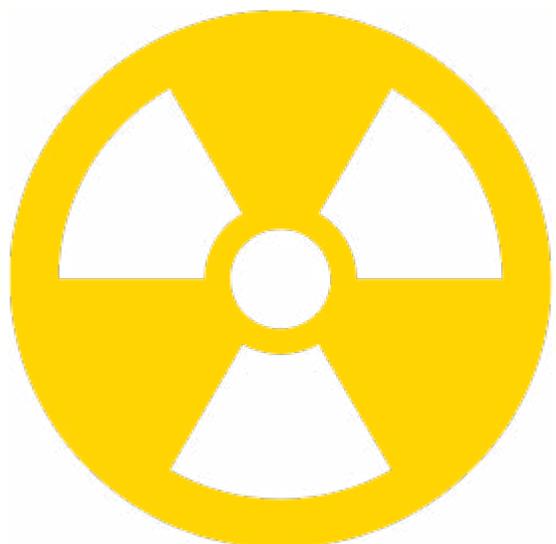


analysé des données et fourni des mises à jour régulières aux États Membres de l'AIEA, aux organisations internationales, aux médias et au public.

Trois mois après la catastrophe, l'AIEA a organisé à Vienne une Conférence ministérielle sur la sûreté nucléaire, au cours de laquelle les États Membres ont réaffirmé leur plein appui au Plan d'action de l'AIEA adopté en septembre 2011 et qui montre la voie à suivre pour l'établissement d'un cadre efficace et fiable de coopération internationale pour la sûreté nucléaire dans le monde.

Dix ans après l'accident nucléaire, le Japon a décidé de rejeter en mer l'eau traitée stockée à la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi, une décision saluée par le directeur général de l'AIEA, Rafael Mariano Grossi.

En 2023, l'AIEA a achevé l'examen de sûreté du projet japonais. Selon le rapport, le projet est conforme aux normes de sûreté internationales applicables et les rejets d'eau traitée auraient un impact radiologique négligeable sur la population et l'environnement. L'examen de sûreté de l'AIEA se poursuivra pendant la phase de déversement, et l'agence assurera une surveillance en direct sur son site web à partir de l'installation de déversement.



## Le Traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP)

Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires est un traité multilatéral qui est entré en vigueur en 1970. L'une de ses dispositions est de créer des garanties pour faire en sorte que les produits fissiles spéciaux fabriqués ou utilisés dans les installations nucléaires des États non dotés d'armes nucléaires servent uniquement à des fins pacifiques. Ces garanties sont gérées par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui peut mener des visites dans les installations contenant des matières passibles de contrôles.

Dans les années 90, les inspecteurs de l'AIEA ont découvert en Iraq un programme clandestin d'armement nucléaire et ils ont joué un rôle clé dans le démantèlement des capacités d'armement prohibés. En 2005, le Comité Nobel norvégien a décidé d'attribuer à l'AIEA et à son Directeur général de l'époque, Mohamed ElBaradei, le Prix Nobel de la paix « pour leurs efforts visant à empêcher l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins militaires et pour que l'énergie nucléaire à des fins civiles soit utilisée de la façon la plus sûre possible ».

## La Conférence du désarmement des Nations Unies

La Conférence du désarmement, seul forum de négociation multilatéral sur les questions de désarmement, a négocié le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE), qui a été adopté en 1996. Il a été signé par 187 pays et ratifié par 177, dont deux États détenteurs d'armes nucléaires : la France et le Royaume-Uni.

Toutefois, pour entrer en vigueur, le traité doit être signé et ratifié par 44 États détenteurs de technologies nucléaires spécifiques, dont huit ne l'ont pas encore fait : la Chine, l'Égypte, les États-Unis, l'Inde, l'Iran, Israël, le Pakistan et la République populaire démocratique de Corée. La Russie a annulé sa ratification en 2023.



## Terrorisme nucléaire

Pour prévenir les dangers du terrorisme nucléaire, les Nations Unies ont également adopté la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, en 1980, à Vienne en Autriche, ainsi que la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire, en 2005.

## Des zones exemptes d'armes nucléaires

Les contrôles régionaux des armes nucléaires ont pris la forme de zones exemptes d'armes nucléaires, qui visent à œuvrer pour la non-prolifération et le désarmement nucléaires dans des zones géographiques définies en vue de renforcer la paix et la sécurité internationales. L'Article VII du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) stipule, en effet, que « aucune clause du présent Traité ne porte atteinte au droit d'un groupe quelconque d'Etats de conclure des traités régionaux de façon à assurer l'absence totale d'armes nucléaires sur leurs territoires respectifs ».



## **Ukraine : « Nous nous rapprochons dangereusement d'un accident nucléaire » à Zaporijjia, prévient le chef de l'AIEA**

Le chef de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Rafael Mariano Grossi, a prévenu lundi 15 avril le Conseil de sécurité que le monde se rapproche « dangereusement d'un accident nucléaire » à Zaporijjia, en raison des récentes attaques visant cette centrale nucléaire en Ukraine.

Dimanche 7 avril, la Mission internationale de soutien et d'assistance à cette centrale nucléaire (ISAMZ) a confirmé les premières attaques depuis novembre 2022 la visant directement.

« L'équipe ISAMZ a pu inspecter l'emplacement d'une frappe directe au sommet du dôme de confinement du bâtiment du réacteur de la tranche 6. Bien que les dommages causés à la structure soient superficiels, l'attaque crée un précédent très dangereux en termes de ciblage réussi du confinement du réacteur », a expliqué le chef de l'AIEA aux membres du Conseil.

### **Des attaques irresponsables**

Les deux autres attaques ont eu lieu à proximité immédiate des principaux bâtiments du réacteur et ont fait au moins une victime. Les experts de l'agence présents sur le site ont été informés par le personnel de la centrale d'une frappe de drone contre l'installation de production d'oxygène et d'azote du site, de deux attaques contre le centre de formation situé juste à l'extérieur du périmètre du site, et des informations faisant état d'un drone abattu au-dessus de la salle des machines de l'unité 6.

« Ces attaques irresponsables doivent cesser immédiatement. Même si, heureusement, elles n'ont pas entraîné d'incident radiologique cette fois-ci, elles augmentent considérablement le risque dans la centrale nucléaire de Zaporijjia, où la sûreté nucléaire est déjà compromise », a dit M. Grossi. Il s'est dit préoccupé non seulement par les attaques elles-mêmes, mais également par le contexte dans lequel elles se sont produites.

« Depuis plusieurs mois, avant ces attaques directes, les incursions isolées de drones se multipliaient déjà à proximité de l'installation et dans la ville voisine d'Energodar », a-t-il observé. Dans d'autres domaines de dégradation de la sûreté nucléaire, la centrale ne dépend actuellement que de deux lignes d'alimentation externe. Au cours de l'année écoulée, il y a eu au moins quatre occasions où la centrale ne disposait que d'une seule ligne d'alimentation électrique externe, la précarité ayant duré près de quatre mois.

Selon le chef de l'AIEA, deux années de guerre pèsent lourdement sur la sécurité nucléaire de la centrale nucléaire de Zaporijjia. « Même si les six réacteurs de la centrale sont désormais à l'arrêt, la dernière tranche étant passée dans cet état il y a deux jours à la suite à la recommandation de l'AIEA, les risques potentiels d'un accident nucléaire majeur restent bien réels », a-t-il dit.

### **Le danger nucléaire en Ukraine**

L'Ukraine a renoncé à ses droits sur les armes nucléaires après la dissolution de l'Union soviétique, et toutes les armes nucléaires présentes sur son territoire ont été retirées en juin 1996.

Toutefois, le pays a conservé le droit de développer l'énergie nucléaire à des fins pacifiques et quelque 114 entreprises sont censées détenir des matières nucléaires d'un type ou d'un autre, dont quatre centrales nucléaires.

Le conflit militaire en Ukraine est le premier à se dérouler sur le territoire d'un pays possédant d'importantes installations nucléaires.

Des le mois de mars 2022, la centrale nucléaire de Zaporijjia, la plus grande et la plus puissante d'Europe, a été touchée par des frappes, faisant craindre une explosion et des fuites de radiations. Les obus ont touché un complexe d'entraînement situé à proximité des réacteurs nucléaires. Aucune matière radioactive n'a été libérée et les systèmes de sécurité de la centrale n'ont pas été compromis.

Les souvenirs de la catastrophe de Tchernobyl, survenue le 26 avril 1986, ont également néanmoins été ravivés. Tchernobyl est l'un des incidents nucléaires les plus graves de l'histoire de l'humanité et a entraîné un panache radioactif couvrant une grande partie du nord-est de l'Europe.

Un accident ou une explosion à Zaporijjia, qui est bien plus grande que Tchernobyl, pourrait entraîner des conséquences bien plus graves que l'incident de 1986. Un tel accident pourrait résulter de nouvelles attaques ou d'une perte d'électricité, qui pourrait empêcher le système de refroidissement du réacteur de fonctionner et mener à une explosion (tel que s'est produit à Tchernobyl).



# LA MARINE NATIONALE EN RÉGION

## FOCUS ILE-DE-FRANCE - CENTRE VAL DE LOIRE - OUTRE-MER

### FOCUS CENTRE-VAL DE LOIRE

Les 2, 3, 4 avril la Marine Nationale était présente :

- au Forum de découverte des métiers du collège Victor Hugo à Créteil,
  - au Forum de l'emploi de la Mairie d'Anthony,
  - au Salon France Travail Île de France,
  - au Job Dating du Lycée Delacroix de Drancy
- ainsi qu'à l'École Hôtelière du Lycée Jean Drouant, l'occasion pour nos marins de présenter à des jeunes de classe de Seconde à Terminal les nombreuses opportunités professionnelles de la Marine, dans le domaine de la restauration.



Le marin restaurateur est chargé, avec son équipe, de la gestion des vivres et de la distribution des repas. Il gère les commandes de matières premières nécessaires à la confection des repas et assure le service en salle. Dans le cadre des missions de représentation de la Marine, il peut être amené à préparer et organiser des réceptions.



Embarqué ou à terre, toutes les affectations sont possibles dans ce métier, y compris auprès des plus hautes autorités de l'Etat.

La même semaine, le week-end, avait lieu le boot-camp Atlas : 12 équipes de jeunes étudiants (issues de Sciences Po Paris et Lyon, HEC, ILERI, HEIP Paris et Lyon, Dauphine, Assas, la Sorbonne, et l'EM Lyon), tous issues de classes Défense, se sont affrontées lors du boot-camp organisé par la Fédération des associations de défense jeunes ATLAS, au camp militaire de Montlhéry (121e régiment du Train) afin de découvrir les bases et les valeurs de l'engagement militaire. Pendant 48H, cohésion, entraide, dépassement de soi, étaient les maîtres mots de ce moment exceptionnel.



Les deux semaines suivantes, le CIRFA Paris (centre d'information et de recrutement des forces armées) était présent :

- au Café de l'alternance (11 avril)
- au Forum de l'emploi (16 avril) à Fresnes
- au Forum de l'emploi et de l'apprentissage du Lycée Eugénie COTTON (24 avril) à Montreuil
- au Forum Avenir (24 avril) de Gentilly
- au Mouvement de l'inclusion économique de la Fondation MOZAIK (25 avril)
- au Forum de l'emploi de l'INALCO (25 avril)
- au Job Dating organisé par le Lycée Pierre Mendès France de Ris-Orangis (25 avril)
- au Job Dating du Lycée Jean Moulin (25 avril)
- au Job Dating Olympique de Job IRL (26 avril)
- au Job Dating du Lycée Saint Nicolas (26 avril) à Issy-les-Moulineaux
- au Salon de l'engagement (27 avril) à Bussy Saint George
- au Forum des métiers du Lycée Frederic Mistral (27 avril) à Fresnes



Les marins des CIRFA de Tours et Orléans, quant à eux, étaient présents la semaine du 1er avril à deux forums pour l'emploi de France Travail et un forum de la Mission Locale. La semaine du 15 avril, le CIRFA d'Orléans intervenait lors d'une conférence à l'EPIDE de Bourges, avant de participer à un forum pour l'emploi en lycée. Le CIRFA de Tours, quant à lui, était présent au Forum des Armées de Tours le 13/04.

## NOS PROCHAINS EVENEMENTS

### ... EN ILE DE FRANCE

- ⇒ 06/05 : Intervention métiers de la cybersécurité (Paris 13)
- ⇒ 13/05 : Salon « Chope ton taff » (Suresnes)
- ⇒ 16/05 : Salon « Déclic'Emploi » (Chatillon) // 16/05 : Intervention sur les enjeux maritime (Paris 6)
- ⇒ 23/05 : Job dating BTS (Branly Créteil)
- ⇒ 24/05 : Salon de l'emploi des métiers de demain – Espace Champerret (Paris 17) 24/05 : Salon Digital Games (Paris 15) //25/05 : Salon Digital Games (Paris 15)

### ... EN CENTRE-VAL DE LOIRE

- ⇒ 07/05 : Festival Ab Fest
- ⇒ 14/05 : Forum de l'Emploi (Orne)
- ⇒ 16/05 : Salon « 24h pour l'Emploi » (Blois)
- ⇒ 18 et 19/05 : JPO Aéroport d'Aubigny-sur-Mer //18 et 19/05 : JPO Aéroport de Saint Denis de l'Hôtel //25 et 26/05 : JPO Aéroport de Dreux //29/05 : Job dating (Bourges)

## FOCUS OUTRE-MER

### Le SLM présent lors du premier forum La Marine Recrute à Paris :

Le tout premier forum des métiers de la Marine, qui s'est tenu les 29 et 30 mars 2024 à Paris, a été l'occasion de mettre en lumière différentes unités, notamment le Service logistique de la Marine (SLM).

Cet évènement a rassemblé des marins de diverses branches maritimes, offrant ainsi une plateforme d'échange et de découverte unique.

De Brest à Toulon, les spécialistes d'ateliers navals du SLM ont présenté leurs compétences en électrotechnique, travail du bois, productique, métallurgie et mécanique. Ce forum a permis aux visiteurs de connaître le quotidien de ces marins experts et de comprendre l'importance de leur travail pour le bon fonctionnement de la flotte maritime française.

En échangeant directement avec ces professionnels aguerris, les participants ont pu non seulement découvrir les métiers spécifiques du SLM, mais également en apprendre davantage sur les parcours professionnels, les formations nécessaires et les perspectives d'évolution.

**Le samedi 20 avril, le public était au rendez-vous de la première édition du forum de métiers de la Marine Nationale en Guyane.** Pour fêter ses 30 ans, la base navale de Degrad des Cannes a ouvert ses portes au public pour faire découvrir ses missions et ses moyens. L'occasion de découvrir la diversité des métiers proposés au sein de la Marine.



# LA MARINE NATIONALE RECRUTE

## DÉTECTEUR ANTI SOUS-MARINS H/F



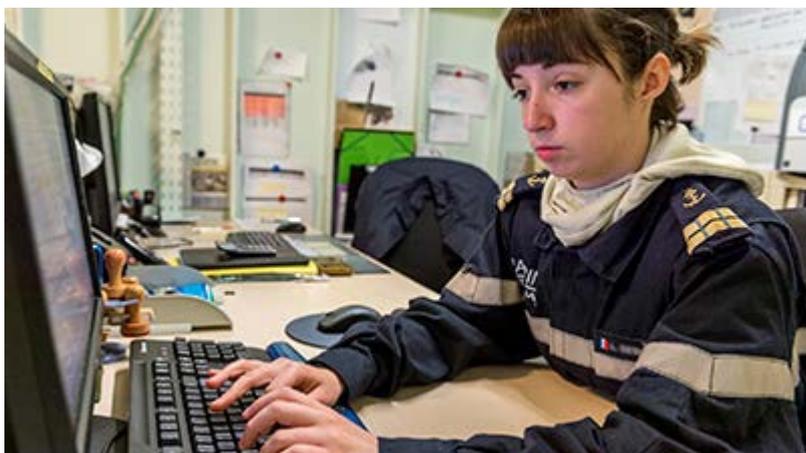
Le détecteur observe, analyse et évalue les menaces environnantes.

Grâce aux moyens de détection électromagnétique (radars, systèmes d'interrogation IFF, balise aéronautique), de visualisation de l'information tactique (systèmes de combat) et aux systèmes de guerre électronique (scanners, brouilleurs, lanceurs anti-missiles), il est au coeur de la conduite des opérations pour fournir des informations vitales au commandement sur la situation tactique autour du bâtiment de combat.

En tant que détecteur anti-sous-marin, vous assurez la mise en oeuvre et la maintenance des installations de détection sous-marine. Intégré aux équipes de combat au sein du Central Opérations (CO), vous êtes "l'oreille" du bâtiment pour identifier toutes les menaces sous-marines. Vous pouvez aussi vous spécialiser et devenir conseiller du commandement en matière de discrétion acoustique ou expert dans l'analyse et classification des sons détectés : c'est le rôle de "l'oreille d'or". La spécialisation "guerre des mines" permet de devenir expert dans la détection des dangers statiques immergés : mines, obstacles naturels.

Vous suivrez dans un premier temps une formation initiale militaire et maritime de 4 mois et demi à l'École de maistrance à Brest (Finistère) ou Saint-Mandrier (Var). Après une formation générale, vous poursuivez votre parcours spécialisé « détecteur » ou « détecteur anti sous-marins » au Pôle Écoles Méditerranée (PEM) de Saint-Mandrier (Var).

## TECHNICIEN COMPTABILITÉ ET LOGISTIQUE H/F



Le technicien en comptabilité et logistique est responsable des opérations financières et comptables au sein de son unité.

Chargé de la prévision, du suivi et de l'exécution du budget, il est aussi au coeur du processus de gestion des matériels, des stocks et des besoins logistiques. A ce titre, il peut être amené à participer aux processus d'achats publics.

A bord de bâtiment (hors sous-marin) ou à terre, il peut travailler au sein de services tels que la trésorerie, le bureau matériel, les plates-formes d'achat ou encore les magasins de la Défense.

## TECHNICIEN AÉRONAUTIQUE H/F



Le technicien aéronautique spécialiste « avionique » assure la maintenance du matériel électronique qui équipe les avions et les hélicoptères (instruments de bord, radionavigation, radars et systèmes de combat) ou les bases aéronavales (équipements complexes, simulateurs de vol et tactiques, radars au sol).

Le technicien aéronautique spécialiste « cellule, moteur » assure l'entretien des équipements de propulsion (moteurs), des circuits hydrauliques ou électriques, des composants mécaniques et de la cellule des avions et des hélicoptères de la marine.

Ils analysent et identifient les pannes selon la méthodologie adaptée et mettent en oeuvre les solutions correctives. Le technicien aéronautique - avionique / cellule, moteur - peut être affecté à terre au sein d'un atelier d'une base aéronavale, être embarqué à bord d'un porte-avions ou d'un bâtiment porteur d'hélicoptères, ou encore déployé en opérations extérieures. Après quelques années d'expérience, il peut rejoindre un état-major comme conseiller ou expert de son domaine.

### STATUT

Poste sous statut militaire

### CONDITIONS NECESSAIRES POUR POSTULER A NOS OFFRES :

- Etre de nationalité française ;
- Avoir entre 17 et 30 ans ;
- Niveau d'étude : baccalauréat valide ;
- Etre physiquement et médicalement apte ;
- Savoir nager et avoir accompli sa Journée de Défense et de Citoyenneté (JDC).

### DES AVANTAGES :

- Une rémunération dès le début de contrat avec 45 jours de congés par an et de nombreuses primes possible ;
- Nourri, logé gratuitement et mise à disposition de billets de trains préférentiels ;
- Des stages de perfectionnement accessibles et des possibilités d'évolution de carrière ;
- Des métiers riches en rencontres, voyages et responsabilités.

### LE PARCOURS DE RECRUTEMENT :



Rencontre avec un conseiller



Ouverture du dossier de candidature



Entretien de motivation



Tests d'aptitude



Acceptation du dossier



Formations militaire et métier

# Nous devons apprendre des peuples autochtones



Les peuples autochtones représentent 476 millions de personnes réparties dans 90 pays. Bien qu'ils ne représentent que 5 % de la population mondiale, ils constituent aujourd'hui 15 % des individus les plus marginalisés de la planète. Les peuples autochtones sont les héritiers d'une grande diversité linguistique et culturelle, ainsi que de coutumes et de traditions ancestrales. Ils ne comptent pas moins de 5 000 cultures différentes et parlent la vaste majorité des quelque 7 000 langues de la planète.

Malgré leur diversité, la plupart des peuples autochtones partagent d'importants points communs, notamment les liens qu'ils entretiennent avec leurs terres ancestrales et leur environnement, de même que la volonté de préserver leur mode d'organisation, leurs valeurs culturelles, sociales et économiques, qui varient souvent des normes dominant dans les sociétés dans lesquelles ils vivent. Bien que pluriels, les peuples autochtones partagent donc des défis similaires liés à la reconnaissance et à la protection de leurs droits les plus fondamentaux.

Depuis des décennies, les peuples autochtones demandent la reconnaissance de leur identité, de leur mode de vie, de leurs terres, territoires et ressources naturelles mais, malgré leurs efforts, ils continuent d'être victimes de discriminations et d'injustices.

## Qui sont les autochtones ?

La communauté internationale n'a pas adopté de définition précise des peuples autochtones et il est généralement admis aujourd'hui qu'il n'est pas nécessaire de disposer d'une définition universelle officielle pour reconnaître et protéger leurs droits. Cela ne devrait cependant en aucun cas empêcher les organismes des Nations Unies de s'occuper des questions de fond concernant les peuples autochtones.

La Convention de l'Organisation internationale du travail (OIT) de 1989 relative aux peuples indigènes et tribaux (Convention no 169) s'applique :

- aux peuples tribaux qui se distinguent des autres secteurs de la communauté nationale par leurs conditions sociales, culturelles et économiques et qui sont régis totalement ou partiellement par des coutumes ou des traditions qui leur sont propres ou par une législation spéciale ;
- aux peuples qui sont considérés comme indigènes du fait qu'ils descendent des populations qui habitaient le pays, ou une région géographique à laquelle appartient le pays, à l'époque de la conquête ou de la colonisation ou de l'établissement des frontières actuelles de l'État, et qui, quel que soit leur statut juridique, conservent leurs institutions sociales, économiques, culturelles et politiques propres ou certaines d'entre elles.
- Il est également stipulé dans la Convention que le sentiment d'appartenance indigène ou tribale doit être considéré comme un critère fondamental pour déterminer les groupes auxquels s'appliquent les dispositions de la convention.

Le Document de travail sur la notion de « peuples autochtones » du Groupe de travail sur les populations autochtones énumère les facteurs suivants qui sont considérés aujourd'hui comme utiles par les organisations internationales et les experts juridiques pour comprendre le concept d'"autochtone" :

- L'antériorité s'agissant de l'occupation et de l'utilisation d'un territoire donné
- Le maintien volontaire d'un particularisme culturel qui peut se manifester par certains aspects de la langue, une organisation sociale, des valeurs religieuses ou spirituelles, des modes de production, des lois ou des institutions ;
- Le sentiment d'appartenance à un groupe, ainsi que la reconnaissance par d'autres groupes ou par les autorités nationales en tant que collectivité distincte;
- Le fait d'avoir été soumis, marginalisé, dépossédé, exclu ou victime de discrimination, que cela soit ou non encore le cas.

**L'Instance permanente sur les questions autochtones a ouvert sa session 2024 lundi 15 avril pour souligner le rôle essentiel que les peuples autochtones peuvent jouer dans la lutte pour l'atténuation du changement climatique grâce à leurs connaissances, leurs pratiques et leurs systèmes.**

Les peuples autochtones ont toujours été convaincus que la santé de la planète et la santé des personnes vont de pair, c'est pourquoi ils professent un profond respect pour la Terre mère et toutes les formes de vie.

Cette philosophie est bénéfique non seulement pour eux, mais aussi pour l'ensemble de l'humanité. Cependant, leur combat pour la défense de leurs droits, qui passe par l'utilisation rationnelle et durable des ressources naturelles, fait d'eux la cible d'attaques, d'injustices et de discriminations.

Pour en savoir plus, Carla Garcia de l'unité en espagnol d'ONU Info a interviewé Darío Mejía Montalvo, membre du peuple Zenú dans les Caraïbes colombiennes, et Président de l'Instance permanente sur les questions autochtones (à retrouver en intégralité [ici](#)).

## PODCAST : Projet Ārramät, mettre les savoirs autochtones au service de notre planète

**Interview : Mariam Wallet Aboubakrine, co-chercheuse principale du projet Ārramät**

Cette médecin d'origine Touarègue se consacre depuis des années au bien-être des populations autochtones ainsi qu'à la reconnaissance, préservation et transmission de leur droits et savoir. Ancienne présidente de l'Instance permanente sur les questions autochtones de l'ONU, Mme Aboubakrine s'est récemment associée avec l'université d'Alberta, au Canada, des scientifiques et des partenaires autochtones pour lancer un nouveau projet.

Ce dernier s'appuie sur le fait que les peuples autochtones représentent moins de 5 % de la population mondiale mais protègent pourtant 80 % de la biodiversité mondiale. Il vise ainsi à recueillir et mettre à disposition les connaissances autochtones en matière de biodiversité et de bien-être.

Le projet s'intitule « Arramat », un terme tamasheq qui transmet lui-même une cosmologie holistique autochtone.

Écouter le podcast [ici](#).

Alors que les territoires autochtones couvrent 22% de la surface de la planète, ils en hébergent 80% de la biodiversité.

Les peuples autochtones sont les gardiens des écosystèmes et des ressources naturelles.

#SystèmesAlimentairesAutochtones



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture

Travaillons pour #FaimZéro

## ONU Info : Qu'est-ce que l'Instance permanente sur les questions autochtones et quel est son travail ?

Darío Mejía Montalvo : Pour parler de ce qu'est l'Instance permanente, nous devons parler de ce que sont les Nations Unies. L'ONU est composée d'États membres et la plupart des États que nous connaissons aujourd'hui sont relativement jeunes, certains ont un peu plus de deux siècles, d'autres moins. Souvent, ils ont été créés en imposant leurs frontières et leurs systèmes juridiques aux peuples qui étaient là avant la formation des États.

Les Nations Unies ont été créées sans tenir compte de ces peuples qui n'ont jamais délégué leur voix, n'ont jamais délégué leur représentation aux États et qui ont toujours considéré qu'ils avaient le droit de conserver leurs propres modes de vie, leurs propres formes de gouvernement, leurs territoires et leurs cultures.

Par conséquent, l'Instance permanente est une réalisation historique de ces peuples, qui ont été exclus de la création des Nations Unies. C'est l'un des mécanismes que ces peuples ont réussi à mettre en place dans le système des Nations Unies pour tenter de se faire entendre dans le cadre de cette approche fondamentale qui a toujours été présente, depuis la création des Nations Unies, et même avant. Cela doit être considéré comme une réussite historique, mais il reste encore du chemin à parcourir.

La plus grande réunion d'États est l'Assemblée générale, mais l'Instance permanente est le lieu où se rencontrent les peuples représentés par des États et les peuples qui ne sont pas représentés par des États. Il s'agit du plus grand rassemblement de peuples au sein du système des Nations Unies. Il cherche toujours à discuter des questions mondiales qui affectent non seulement les peuples, mais l'humanité dans son ensemble.

### ONU Info : Vous avez dit qu'il n'y avait pas de diagnostic global pour la planète, quel est, selon les peuples autochtones, ce diagnostic ?

Darío Mejía Montalvo : Je pense qu'il y en a beaucoup, car nous ne pouvons pas homogénéiser les peuples autochtones. Il y en a plus de 5.000 dans le monde et chaque peuple comprend les situations actuelles à partir de sa propre vision du monde et a des solutions.

Je pense que les peuples autochtones ont en commun leur relation avec le territoire, les principes fondamentaux d'harmonie et d'équilibre, où le centre des droits n'est pas dans l'anthropocentrisme, mais dans la nature. Et c'est cela qui est fracturé, c'est cela qui est de plus en plus méconnu.

Ce n'est pas qu'il n'y ait qu'un seul diagnostic, il y a de multiples diagnostics qui peuvent avoir des éléments en commun et qui peuvent aussi dialoguer avec les diagnostics de la science occidentale. Il ne s'agit pas d'un absolutisme où une connaissance serait supérieure à une autre, mais de la



nécessité de se reconnaître et de travailler ensemble, sur un pied d'égalité et sur la base des droits.

Telle est l'approche des peuples autochtones. Il ne s'agit pas d'une position de supériorité morale ou intellectuelle, mais tout au contraire de collaboration, de dialogue, de compréhension, de reconnaissance mutuelle. C'est ainsi que les peuples autochtones peuvent contribuer à la lutte contre le changement climatique.

### ONU Info : Dans cette optique de reconnaissance et de dialogue, comment les peuples autochtones peuvent-ils contribuer à la lutte contre le changement climatique ?

Darío Mejía Montalvo : Ils le font depuis des milliers d'années, devenant de véritables bastions de résistance contre l'expansion des frontières agricoles et minières. Chaque jour, ils défendent leurs territoires contre l'entrée des compagnies minières qui cherchent à extraire ce qui, pour de nombreux peuples autochtones, est l'élément vital de la planète, ce qui se trouve sous le pétrole, le charbon et les mines.

Ce sont des contributions qui ont déjà été faites, qui continuent d'être faites et qu'ils veulent continuer à faire, mais il faut des droits, car aucune contribution n'est vraiment durable si les droits ne sont pas garantis.



# L'OMS recommande des politiques plus strictes pour protéger les enfants du marketing alimentaire



L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a publié une nouvelle directive sur les politiques visant à protéger les enfants des effets néfastes du marketing alimentaire.

La directive recommande aux pays de mettre en œuvre des politiques obligatoires complètes pour protéger les enfants de tous âges du marketing d'aliments et de boissons non alcoolisées riches en acides gras saturés, en acides gras trans, en sucres libres et/ou en sel.

Plus de 10 ans après que les États membres ont approuvé les recommandations de l'OMS sur la commercialisation des aliments et des boissons non alcoolisées destinées aux enfants, les enfants continuent d'être exposés à un puissant marketing des aliments et des boissons non alcoolisées riches en acides gras saturés, en acides gras trans, en sucres libres et/ou en sel, dont la consommation est associée à des effets négatifs sur la santé, observe l'agence onusienne dans un communiqué de presse.

## Menace pour la santé publique

La recommandation mise à jour est basée sur les conclusions d'examen de preuves récentes, y compris la façon dont l'exposition et le pouvoir du marketing alimentaire affectent la santé des enfants, les comportements alimentaires et les attitudes et croyances liées à l'alimentation.

En bref, le marketing alimentaire demeure une menace pour la santé publique et continue d'affecter négativement les choix alimentaires des enfants, les choix prévus et leur apport alimentaire, estime l'OMS. Cela influence également négativement le développement des normes des enfants en matière de consommation alimentaire.

La recommandation est également basée sur un examen systématique des preuves sur les politiques visant à restreindre le marketing des aliments, y compris sur les facteurs contextuels.

### Restreindre le pouvoir de persuasion

Les politiques visant à restreindre le marketing des aliments se révèlent plus efficaces si elles :

- sont obligatoires
- protègent les enfants de tous âges
- utilisent un modèle de profil nutritionnel dirigé par le gouvernement pour classer les aliments dont le marketing est interdit
- et sont suffisamment complètes pour minimiser le risque de migration du marketing vers d'autres tranches d'âge, d'autres espaces au sein du même média ou vers d'autres médias, y compris les espaces numériques.



Restreindre le pouvoir de persuasion du marketing alimentaire implique de limiter l'utilisation de dessins animés ou de techniques qui plaisent aux enfants, comme l'inclusion de jouets avec des produits, la publicité avec des chansons et les mentions de célébrités.

Compte tenu de ces preuves, l'OMS recommande désormais une réglementation obligatoire du marketing des aliments et des boissons non alcoolisées riches en acides gras saturés, en acides gras trans, en sucres libres et/ou en sel, après avoir précédemment accordé davantage de marge à une gamme d'approches politiques. Un autre changement est l'utilisation par la directive de la définition d'un enfant de la Convention relative aux droits de l'enfant, pour être sans équivoque sur le fait que les politiques doivent protéger tous les enfants.

« Le marketing agressif et omniprésent d'aliments et de boissons riches en graisses, en sucres et en sel auprès des enfants est responsable de choix alimentaires malsains », déclare le Dr Francesco Branca, Directeur du Département de la nutrition et de la sécurité alimentaire de l'OMS. « Les appels à des pratiques de marketing responsables n'ont pas eu d'impact significatif. Les gouvernements devraient établir des réglementations solides et complètes ».

## Les enfants et les jeunes doivent être au cœur de la transformation des systèmes alimentaires, soulignent l'UNICEF et l'OMS

« Même avant la pandémie, les enfants étaient les plus touchés par des systèmes alimentaires défaillants et une mauvaise alimentation, entraînant une crise nutritionnelle et sanitaire alarmante dans le monde entier, et un triple fardeau de la malnutrition : la dénutrition, sous forme de retard de croissance et d'émaciation, des carences généralisées en micronutriments, et une prévalence croissante du surpoids et de l'obésité », ont rappelé la Directrice exécutive de l'UNICEF, Henrietta Fore et le Directeur général de l'OMS, le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus.

À l'échelle mondiale, un enfant sur trois ne grandit pas bien en raison de la malnutrition - l'une des principales causes de mortalité infantile dans le monde - tandis que deux sur trois n'ont pas accès à l'alimentation diversifiée minimale dont ils ont besoin pour grandir, se développer et apprendre. « Nous continuons d'observer des taux d'émaciation obstinément élevés et une augmentation inquiétante du surpoids et de l'obésité chez les jeunes enfants », ont déploré les deux chefs d'agences onusiennes.

Au cours des dernières décennies, les changements dans nos systèmes alimentaires mondiaux - y compris les pratiques utilisées pour cultiver, distribuer, commercialiser, consommer et éliminer nos aliments - signifient que les aliments les plus nutritifs et les plus sûrs sont trop coûteux ou inaccessibles à des millions de familles. Beaucoup se tournent de plus en plus vers des aliments transformés abordables, largement disponibles et commercialisés de manière agressive, mais souvent riches en sucre, graisses et sel malsains.

Selon le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), une combinaison toxique de pauvreté croissante, d'inégalités, de conflits, de changement climatique et de la Covid-19 menace davantage les systèmes alimentaires et le bien-être nutritionnel des enfants, en particulier ceux des communautés et des ménages les plus pauvres et les plus vulnérables.

« Une transformation du système alimentaire qui écoute la voix des enfants et des jeunes, et libère des régimes alimentaires nutritifs, sûrs, abordables et durables pour chaque enfant, partout, doit être au cœur des stratégies, des politiques et des investissements », ont dit Mme Fore et le Dr Tedros.





## Ouganda : l'ONU consternée par la décision confirmant la loi discriminatoire anti-gay

Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Volker Türk, a exprimé sa consternation face à la décision de la Cour constitutionnelle ougandaise de confirmer la loi discriminatoire anti-homosexualité et a exhorté les autorités à l'abroger dans son intégralité, ainsi que d'autres lois discriminatoires.

« Près de 600 personnes auraient été victimes de violations des droits humains et d'abus fondés sur leur orientation sexuelle ou leur identité de genre, réelle ou présumée, depuis la promulgation de la loi contre l'homosexualité en mai de l'année dernière », a déclaré M. Türk dans un communiqué de presse. « Il faut l'abroger dans son intégralité, sinon ce nombre ne fera malheureusement qu'augmenter ». « Les autorités ougandaises doivent défendre les droits et la dignité de tous, quelle que soit leur orientation sexuelle ou leur identité de genre. La criminalisation et l'application de la peine de mort aux relations homosexuelles consensuelles sont contraires aux obligations de l'Ouganda en vertu des traités internationaux relatifs aux droits humains », a-t-il ajouté.

### Interdire la discrimination

Le chef des droits de l'homme de l'ONU a appelé les autorités ougandaises à interdire la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre. « La propre constitution de l'Ouganda et les obligations découlant des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme n'exigent rien de moins que l'égalité de traitement et la non-discrimination pour tous », a-t-il souligné.

Selon lui, « il est crucial que les autorités abrogent également l'article 145 du Code pénal, qui prévoit également des sanctions pénales pour les relations sexuelles consensuelles entre personnes de même sexe. Ils devraient également modifier la loi sur l'égalité des chances pour consacrer l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre comme motifs interdits de discrimination ».

Lire l'article complet [ici](#).

# Attaque de l'Iran contre Israël : « Le Moyen-Orient est au bord du gouffre », déclare Guterres au Conseil de sécurité

**« Le Moyen-Orient est au bord du gouffre », a prévenu le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, lors d'une réunion d'urgence du Conseil de sécurité, dimanche 13 avril, consacrée à l'attaque de l'Iran contre Israël la veille.**

« Les populations de la région sont confrontées au risque réel d'un conflit dévastateur à grande échelle. C'est le moment de désamorcer la situation. L'heure est désormais à la retenue maximale », a dit le chef de l'ONU à l'ouverture de la réunion, qui a été demandée par Israël.

## Attaques de drones et de missiles

Dans la nuit de samedi à dimanche, Téhéran a lancé plus de trois cents drones, missiles de croisière et missiles balistiques sur Israël, en réponse à une attaque aérienne mortelle contre le consulat iranien à Damas, en Syrie, il y a deux semaines, attribuée à Israël par l'Iran. La quasi-totalité de ces drones et missiles ont été interceptés et les dégâts ont été relativement légers.

Selon la presse, les Etats-Unis tentent de persuader Israël de ne pas riposter à son tour pour éviter une nouvelle escalade conduisant à une guerre plus large au Moyen-Orient. L'Iran, de son côté, a indiqué qu'il ne frapperait pas davantage à moins d'être attaqué.

Le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Dennis Francis, s'est, de son côté, dit « profondément préoccupé » par la situation et a appelé toutes les parties « à faire preuve de la plus grande retenue pour éviter une nouvelle escalade des tensions dans la région ».

## Prendre du recul

Dimanche, lors de la réunion du Conseil de sécurité, le Secrétaire général a estimé qu'il était « temps de prendre du recul ». « Il est essentiel d'éviter toute action susceptible de conduire à des affrontements militaires majeurs sur plusieurs fronts au Moyen-Orient. Les civils en subissent déjà les conséquences et paient le prix le plus élevé », a-t-il ajouté.

Selon lui, « nous avons la responsabilité commune d'impliquer activement toutes les parties concernées pour empêcher une nouvelle escalade ». Il a rappelé que « comme le stipule la Déclaration sur les relations amicales de 1970, les actes de représailles impliquant le recours à la force sont interdits par le droit international ».

Le Secrétaire général a estimé que la communauté internationale a également la responsabilité commune « d'assurer un cessez-le-feu humanitaire immédiat à Gaza, la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages et l'acheminement sans entrave de l'aide humanitaire ». Elle a aussi « la responsabilité commune de mettre fin à la violence en Cisjordanie occupée, de désamorcer la situation le long de la Ligne bleue (entre le Liban et Israël) et de rétablir la sécurité de la navigation en mer Rouge ».

## Désamorcer la situation

Dimanche, le chef des droits de l'homme de l'ONU, Volker Türk, a également condamné l'attaque de l'Iran contre Israël.

« Ces attaques de missiles et de drones risquaient de causer des dommages importants au-delà des cibles militaires et de mettre en danger les civils. Cela ne fait qu'alimenter le feu dans toute la région. Je rappelle à toutes les parties leurs obligations en vertu du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme », a dit M. Türk dans un message à la presse.

Il s'est dit profondément inquiet du coût potentiel en termes humanitaires et de droits de l'homme si cette escalade conduit à un conflit plus large au Moyen-Orient.

« J'exhorte toutes les parties à prendre des mesures pour désamorcer la situation et j'appelle les États tiers, en particulier ceux qui ont de l'influence, à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour garantir qu'il n'y ait pas de nouvelle détérioration d'une situation déjà extrêmement précaire », a-t-il dit.

# L'ONU rend hommage aux victimes et survivants du génocide de 1994 contre les Tutsis au Rwanda

L'ONU a renouvelé son engagement à ne jamais oublier le génocide de 1994 contre les Tutsis au Rwanda lors d'une cérémonie pour marquer les 30 ans des événements horribles qui se sont déroulés dans ce pays.

La commémoration dans la salle de l'Assemblée générale a eu lieu pour rendre hommage aux victimes et honorer les survivants et ceux qui ont tenté de mettre fin au génocide. L'accent a également été mis sur les jeunes qui ont grandi dans son ombre et sur la lutte contre les discours de haine qui ont alimenté les meurtres et sont devenus aujourd'hui une préoccupation mondiale croissante.

## 100 jours de terreur

« Le génocide contre les Tutsis au Rwanda il y a 30 ans est une tache sur notre conscience collective et un rappel brutal de l'héritage du colonialisme et des conséquences du discours de haine », a déclaré le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, dans son discours d'ouverture.

Plus d'un million de personnes - en grande majorité des Tutsis, mais aussi des Hutus et d'autres opposants au génocide - ont été massacrées en 100 jours, à partir du 7 avril 1994. Beaucoup ont été tués à coups de machette. C'était une époque où « les voisins se retournaient contre les voisins, les amis devenaient des ennemis meurtriers et des familles entières étaient anéanties », a rappelé M. Guterres. « Le carnage était motivé par l'intention explicite de détruire les membres d'un groupe simplement en raison de leur identité ethnique ».

## Plus jamais

Le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Dennis Francis, a souligné que « l'horreur née d'un niveau de haine virulent et insensé » qui a englouti le Rwanda il y a trente ans « ne devrait plus jamais pouvoir dresser sa tête venimeuse dans la conscience et le cœur humains ».

Il a exhorté les gens du monde entier à prendre conscience des conséquences dangereuses des discours de haine, en particulier à l'ère des médias sociaux « où les mots que nous prononçons sans précaution peuvent se propager comme une traînée de poudre », ainsi que des conséquences de l'inaction internationale face aux conflits. « Le génocide contre les Tutsis présentait des signes avant-coureurs qui n'ont pas été pleinement pris en compte et il s'est déroulé au vu et au su de la communauté mondiale – qui a lamentablement échoué au Rwanda en ne prenant pas de mesures rapides pour le prévenir ou l'arrêter », a-t-il déclaré. « N'oublions jamais que la paix nécessite un effort actif – et surtout de la prévention ».



## Se souvenir

L'auteur-compositeur et auteur rwandais Claver Irakoze n'avait que 11 ans lorsque les violences indescriptibles ont commencé. Son père enseignait dans une école secondaire à Kapagyi, située à environ 40 kilomètres au sud-ouest de la capitale, Kigali, et la famille y a trouvé refuge. Tôt le matin du 28 avril, des soldats sont venus et ont emmené 61 hommes, dont son père, et les ont chargés « comme une cargaison » dans un camion. « C'était la dernière fois que je voyais mon père », a-t-il déclaré. « Je me souviens qu'il m'a vaguement fait un signe au revoir, si impuissant. C'est une image qui me vient encore à l'esprit chaque fois que je pense à lui ». M. Irakoze a depuis écrit deux livres pour enfants pour enseigner des leçons d'espoir et de guérison. Il est également mari et père de deux jeunes enfants. « Nos tueurs voulaient nous éliminer, mais nous sommes là. Et à travers nous et nos enfants, nous portons le souvenir de ceux que nous avons perdus ».

## Éclairer la voie à suivre

Le Rwanda est ressuscité de ses cendres « et est devenu un exemple exceptionnel de ce qui est possible lorsqu'une nation choisit la voie de la réconciliation et du renouveau », a affirmé Ernest Rwamucyo, l'Ambassadeur du pays auprès de l'ONU. Il a rendu hommage à M. Irakoze et aux autres survivants qui ont éclairé le chemin de la guérison et de la réconciliation. « En reconnaissant les sacrifices consentis par les survivants, nous réaffirmons notre détermination collective à ce que les leçons de l'histoire ne soient jamais oubliées. Leurs récits nous obligent à redoubler d'efforts en faveur de la justice, de la responsabilité et de la paix ».

# L'ACTU ÉCOLO

ENVIRONNEMENT, TRANSITION ÉCOLOGIQUE, DÉVELOPPEMENT DURABLE

## Des experts de l'ONU exhortent la France à garantir l'accès à l'eau potable en Guadeloupe

« Un réseau vétuste, des canalisations qui fuient, des stations d'épuration défectueuses, un logiciel de facturation défaillant, entre autres dysfonctionnements, sont le résultat de nombreuses années de négligence de la part des opérateurs privés, des collectivités locales et de l'Etat », ont affirmé les experts dans un communiqué conjoint. Les experts de l'ONU ont constaté que plus de 60% de l'eau potable en Guadeloupe est perdue avant d'atteindre les robinets à cause de fuites, ce qui entraîne un énorme gaspillage. « L'approvisionnement en eau est intermittent afin de réduire les pertes, avec des coupures systématiques, par roulement, dans les différents secteurs du réseau, en plus des coupures plus longues », ont-ils déclaré.

Lire l'article complet de ONU Info [ici](#)

## Pour les riches, 200 000 animaux sauvages tués et empaillés chaque année



“Une proposition de loi visant à interdire l’importation et l’exportation de trophées de chasse devait être votée début février. Mais la majorité présidentielle bloque.

Voilà déjà plus de deux mois que la proposition de loi devait être discutée... En vain. Le texte qui prévoit de mettre fin aux importations et exportations de trophées de chasse d’un grand nombre d’espèces menacées d’extinction est toujours dans les tiroirs. Sont concernés tous les animaux recensés dans les annexes I et II de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d’extinction (Cites) comme le guépard, l’éléphant d’Afrique, le lynx d’Eurasie ou l’ours polaire.”

Lire l'article complet de Reporterre [ici](#)

## Bientôt une étiquette environnementale sur nos vêtements

“Combien coûte votre t-shirt sur le plan environnemental ? Cette information pourrait commencer à s’afficher sur les vêtements à partir de l’automne prochain, espère le ministère de la Transition écologique. Il a présenté le 3 avril Ecobalyse, l’outil permettant de calculer ce futur affichage environnemental des vêtements. Grâce à lui, les consommatrices et consommateurs pourront comparer les conséquences environnementales des vêtements qu’ils souhaitent acheter et découvrir, par exemple, qu’un t-shirt synthétique coûte 1 252 points d’impact quand un t-shirt en coton en coûte 893 et qu’un t-shirt en coton bio seulement 383. Ce coût peut aller « de 0 à l’infini », précise le ministère.”

Lire l'article complet de Reporterre [ici](#)



# Les « e-déchets » augmentent cinq fois plus vite que leur recyclage

**Moins d'un quart des 62 millions de tonnes de déchets électroniques produits en 2022 ont été recyclés, entraînant des pollutions de métaux lourds, de plastiques et de produits chimiques toxiques, alerte un rapport de l'ONU, relevant que ces « e-déchets » augmentent cinq fois plus vite que la quantité recyclée.**

Selon l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) et l'Union internationale des télécommunications (UIT), chaque personne génère annuellement en moyenne 7,8 kilogrammes de déchets électroniques sur la planète. Ce volume record de 62 millions de tonnes (Mt) est en hausse de 82 % par rapport à 2010. Ce chiffre est même en passe d'atteindre 82 millions de tonnes d'ici à 2030.

Les 62 millions de tonnes de déchets électroniques générés en 2022 équivalent au poids de 107.000 avions de passagers les plus grands (853 sièges) et les plus lourds (575 tonnes) du monde – suffisamment pour former une file d'attente ininterrompue de New York à Athènes ou de Nairobi à Hanoi.

## Les métaux, la moitié des 62 millions de tonnes

« Des téléviseurs jetés aux téléphones jetés, une énorme quantité de déchets électroniques est générée dans le monde entier. Les dernières recherches montrent que le défi mondial posé par les déchets électroniques ne fera que croître », a déclaré dans un communiqué, Cosmas Luckyson Zavazava, Directeur, Bureau de développement des télécommunications de l'UIT.

Les déchets électroniques incluent de nombreux petits objets du quotidien comme les cigarettes électroniques et les tablettes, les appareils électroménagers, des brosses à dents électriques aux grille-pains, ou plus volumineux comme les écrans de télévision, les vélos et scooters électriques. Ils présentent des risques importants pour la santé et l'environnement, car contenant des additifs toxiques ou des substances dangereuses telles que le mercure. Les métaux - notamment le cuivre, l'or et le fer - représentent la moitié des 62 millions de tonnes, pour une valeur totale de quelque 91 milliards de dollars, selon le rapport. Les plastiques représentent 17 millions de tonnes et

les 14 millions de tonnes restantes comprennent des substances telles que les matériaux composites et le verre.

## Un Européen produit environ 7 fois plus d'e-déchets qu'un Africain

Selon ces deux agences onusiennes basées à Genève, seul 22 % de la masse des déchets électroniques ont été correctement collectés et recyclés en 2022. Ce chiffre devrait tomber à 20 % d'ici la fin de la décennie en raison de l'écart croissant entre les efforts de recyclage et la croissance vertigineuse de la production de déchets électroniques dans le monde. Plus globalement, le problème varie considérablement d'un pays à l'autre : un Européen en produit environ sept fois plus qu'un Africain.

Or, c'est dans les pays en développement que le traitement de ces déchets est le plus déficient. Selon le rapport, en Afrique, qui produit le moins de déchets parmi les cinq grandes régions du monde, les taux de recyclage et de collecte tournent autour de 1 %. Ce combat pour le recyclage se fait souvent dans des environnements informels sans équipement approprié, où les travailleurs sont exposés à des substances dangereuses, pointe le document.

## Taux de recyclage et de collecte atteignent 40% en Europe

Dans le même temps, près de la moitié des déchets électroniques sont produits en Asie, où peu de pays disposent de lois sur les déchets électroniques ou d'objectifs de collecte. Les taux de recyclage et de collecte atteignent 40 % en Europe, où la production de déchets par habitant est la plus élevée : près de 18 kg. « Le recyclage des déchets électroniques ne répond pas à plus de 1 % de la demande pour les éléments essentiels des terres rares. Autrement dit, le statu quo ne peut pas continuer », a fait valoir, Kees Baldé, auteur principal d'UNITAR. Pour l'ONU, ce nouveau rapport représente donc un appel immédiat à investir davantage dans le développement des infrastructures, à promouvoir davantage la réparation et la réutilisation, à renforcer les capacités. Il s'agit ainsi de prendre des mesures pour mettre fin aux transferts illégaux de déchets électroniques.

# CHAQUE JOUR, PLUS D'UN MILLIARD DE REPAS SONT GASPILLÉS



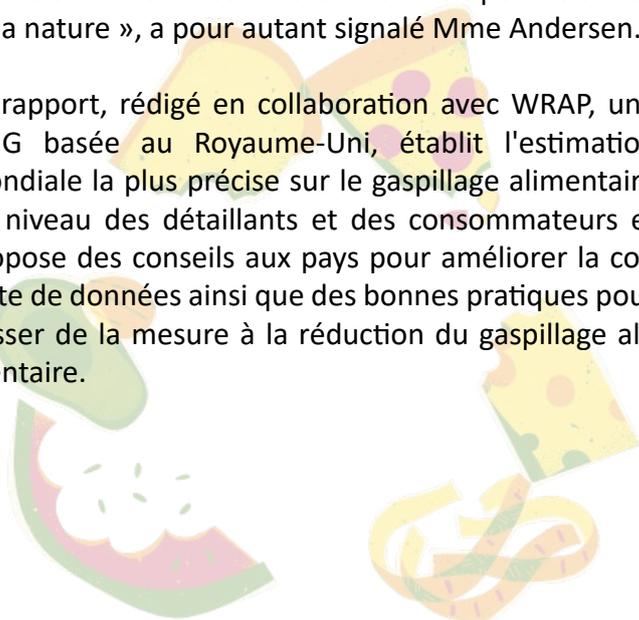
**Les ménages de tous les continents ont gaspillé plus d'un milliard de repas par jour en 2022, alors que 783 millions de personnes étaient touchées par la faim et qu'un tiers de l'humanité était confronté à l'insécurité alimentaire, selon un nouveau rapport de l'ONU publié à l'occasion de la Journée internationale du zéro déchet.**

L'indice 2024 sur le gaspillage alimentaire du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) souligne que le gaspillage alimentaire continue de nuire à l'économie mondiale et d'alimenter le changement climatique, la disparition de la nature et la pollution.

« Le gaspillage alimentaire est une tragédie mondiale. Des millions de personnes souffriront de la faim aujourd'hui, car la nourriture est gaspillée dans le monde entier », a déclaré la Directrice exécutive du PNUE, Inger Andersen.

« Il s'agit non seulement d'un problème de développement majeur, mais les conséquences de ce gaspillage inutile entraînent des coûts substantiels pour le climat et la nature », a pour autant signalé Mme Andersen.

Le rapport, rédigé en collaboration avec WRAP, une ONG basée au Royaume-Uni, établit l'estimation mondiale la plus précise sur le gaspillage alimentaire au niveau des détaillants et des consommateurs et propose des conseils aux pays pour améliorer la collecte de données ainsi que des bonnes pratiques pour passer de la mesure à la réduction du gaspillage alimentaire.



## 132 kg de déchets alimentaires par habitant en 2022

En 2022, 1,05 milliard de tonnes de déchets alimentaires ont été générés (y compris les parties non comestibles), soit 132 kilogrammes par habitant et près d'un cinquième de tous les aliments disponibles pour les consommateurs.

Sur l'ensemble des aliments gaspillés en 2022, 60 % l'ont été au niveau des ménages, 28 % dans les services alimentaires et 12 % dans le commerce de détail. « La bonne nouvelle, c'est que nous savons que si les pays donnent la priorité à cette question, ils peuvent inverser de manière significative les pertes et gaspillages alimentaires, réduire les impacts climatiques et les pertes économiques, et accélérer les progrès vers les objectifs mondiaux », a fait valoir la cheffe du PNU.

### Un guide pratique les déchets alimentaires

Depuis 2021, l'infrastructure de données s'est renforcée, avec davantage d'études sur le gaspillage alimentaire. À l'échelle mondiale, le nombre de points de données au niveau des ménages a presque doublé. Néanmoins, de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire ne disposent toujours pas de systèmes adéquats pour suivre les progrès réalisés en vue d'atteindre l'objectif de développement durable 12.3, qui consiste à réduire de moitié le gaspillage alimentaire d'ici à 2030, en particulier dans les secteurs de la vente au détail et de la restauration.

Seuls quatre pays du G20 (Australie, Japon, Royaume-Uni, États-Unis) et l'Union européenne disposent d'estimations sur les déchets alimentaires permettant de suivre les progrès réalisés d'ici à 2030. Le Canada et l'Arabie saoudite disposent d'estimations adéquates pour les ménages, celles du Brésil étant attendues pour la fin de l'année 2024. Dans ce contexte, le rapport sert de guide pratique aux pays pour mesurer et communiquer de manière cohérente les déchets alimentaires.

### Pas seulement un problème de « pays riches »

Les données confirment que le gaspillage alimentaire n'est pas seulement un problème de « pays riches », puisque les niveaux de gaspillage alimentaire des ménages diffèrent des niveaux moyens observés pour les pays à revenu élevé, moyen supérieur et moyen inférieur de seulement 7 kg par habitant. Dans le même temps, les pays les plus chauds semblent générer davantage de déchets alimentaires par habitant dans les ménages, ce qui pourrait s'expliquer par une plus grande consommation d'aliments frais contenant une grande quantité de parties non comestibles et par l'absence d'une chaîne du froid solide.

Selon des données récentes, la perte et le gaspillage de nourriture génèrent 8 à 10 % des émissions annuelles mondiales de gaz à effet de serre - soit près de cinq fois celles du secteur de l'aviation - et une perte importante de biodiversité en occupant l'équivalent de près d'un tiers des terres agricoles de la planète. Le coût des pertes et gaspillages alimentaires pour l'économie mondiale est estimé à environ 1.000 milliards de dollars.

### Les zones rurales gaspillent moins de nourriture

Les zones urbaines devraient particulièrement bénéficier des efforts visant à renforcer la réduction des déchets alimentaires et la circularité. Les zones rurales gaspillent généralement moins de nourriture, ce qui s'explique probablement par un détournement plus important des restes alimentaires vers les animaux domestiques, le bétail et le compostage domestique.

## S'attaquer au gaspillage alimentaire au niveau individuel

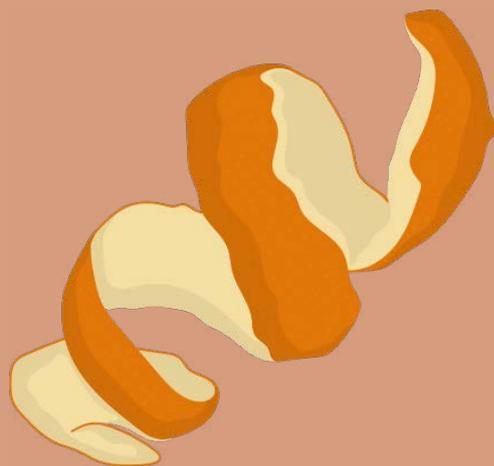
En 2022, seuls 21 pays avaient inclus la perte de nourriture et/ou la réduction des déchets dans leurs plans nationaux pour le climat. Le processus de révision de ces plans offre une occasion unique d'accroître l'ambition climatique en intégrant les pertes et les déchets alimentaires.

Le rapport sur l'indice de gaspillage alimentaire souligne l'urgence de s'attaquer au gaspillage alimentaire au niveau individuel et systémique.

« Compte tenu du coût considérable des déchets alimentaires pour l'environnement, la société et les économies mondiales, nous avons besoin d'une action mieux coordonnée entre les continents et les chaînes d'approvisionnement », a déclaré pour sa part la PDG de WRAP, Harriet Lamb.

Des bases de référence solides et des mesures régulières sont nécessaires pour que les pays puissent montrer les changements au fil du temps. Grâce à la mise en œuvre de politiques et de partenariats, des pays comme le Japon et le Royaume-Uni montrent qu'un changement à grande échelle est possible, avec des réductions respectives de 31% et 18%.

La PDG a appelé les acteurs « qu'ils soient philanthropiques, commerciaux ou gouvernementaux », à se munir de programmes « qui s'attaquent à l'impact énorme du gaspillage alimentaire sur la sécurité alimentaire, notre climat et nos portefeuilles ». « C'est essentiel pour garantir que la nourriture nourrisse les gens, et non les décharges ».



"L'avenir du français, de son devenir-monde, est en Afrique (...). Kinshasa sera, dans un futur proche, la ville la plus francophone au monde (...). Que le continent cesse d'être francophone et la langue française ne sera plus que celle de l'Hexagone se prolongeant en Belgique et en Suisse, plus celle d'un coin au nord des Amériques (...). Au Sénégal, beaucoup de familles font aujourd'hui le choix (...) d'inscrire leurs enfants dans des écoles où ils poursuivront une scolarité en anglais avec les universités américaines en ligne de mire. Ce choix tient aussi aux problèmes que connaît l'école, un peu partout, or c'est là, pour l'essentiel, que se joue l'avenir francophone du continent africain." Souleymane Bachir Diagne (Columbia University) tire, dans le dernier numéro de la revue de l'AFAE (les "acteurs de l'éducation"), dont le dossier est consacré à la francophonie, les enseignements de ce qu'il voit dans les universités états-uniennes. "Il est arrivé" que des universités "procèdent à la création de départements multilingues dans lesquels le français se retrouve avec d'autres petits idiomes". Ce n'est toutefois pas le cas au Canada, où "apprendre et vivre en français en milieu linguistique minoritaire exige un fort engagement de la famille autour du projet éducatif de l'école", dans une société qui est "en mode bêta perpétuel", selon Jacques Cool ("catalyseur d'innovation pédagogique" à Montréal).

Second enseignement, tiré par Jean-Paul de Gaudemar (recteur honoraire de l'Agence Universitaire de la Francophonie), "si elle oublie ses valeurs pour ne se préoccuper que de la langue, la francophonie peut être pire que le mal, comme pendant l'Empire colonial. Si, à l'inverse, quitte parfois à faire des concessions sur la langue, elle parvient à se concentrer sur ses valeurs, alors elle joue un rôle utile d'enrichissement de l'éducation."

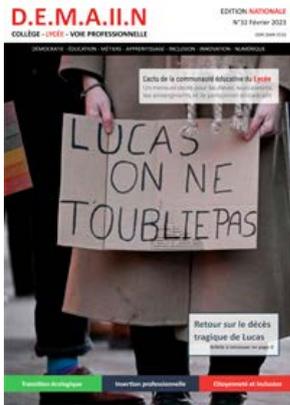
### Une langue et une école pour les élites

Et de fait, "dans la plupart des pays dits francophones (à l'exception de l'Europe de l'Ouest et du Québec) (...) le français reste une langue pour les élites". C'est ce qui explique, souligne Philippe Gaudin (directeur de l'Institut d'étude des religions et de la laïcité) que se développe dans les populations une "défiance à l'égard du système éducatif public français comme à l'égard de la laïcité française" et qu'il faut parler de "francophobie".

Or, troisième enseignement de ce dossier, "il y a un lien étroit entre école publique et laïcité dans l'histoire de la République française". C'est en effet le "modèle éducatif français" qui est en cause, estime Julie Higounet (cheffe de projet, Mission laïque française): "traditionnellement monolingue", il doit s'appliquer "à des contextes pluriculturels variés (...). Au lieu de chercher à homogénéiser l'expérience éducative, il est plus judicieux d'adopter une approche flexible qui valorise et intègre la diversité culturelle et linguistique des apprenants." Jean-Christophe Deberre (ex-directeur général de la MLF) confirme : "l'école française à l'étranger campe sur des représentations anciennes (...), elle a longtemps fonctionné en quasi-extraterritorialité. Elle apparaît encore (au Maroc, en Tunisie, en Afrique de l'Ouest et centrale, ndlr) comme une école de substitution pour une élite sociale urbaine".

Ce dossier entre en résonance avec "un vibrant discours sur la francophonie" prononcé par Emmanuel Macron en 2018. Le président de la République appelait les lycées de l'étranger à doubler d'ici 2030 leur nombre d'élèves, donc "à faire du chiffre, ce qui en matière scolaire est habituellement plus subi que voulu". Il est de plus publié quelques mois avant que la France accueille "le prochain sommet des chefs d'État et de gouvernement francophones au château de Villers-Cotterêts, siège de la toute nouvelle Cité internationale de la langue française". Et pour Xavier North (ex-délégué général à la langue française et aux langues de France), "l'école, c'est d'abord la langue ».





Février 2023



Mars 2023



Avril 2023



Mai 2023



Juin 2023



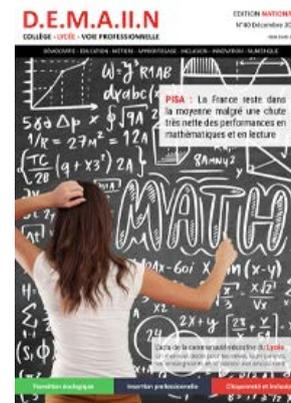
Septembre 2023



Octobre 2023



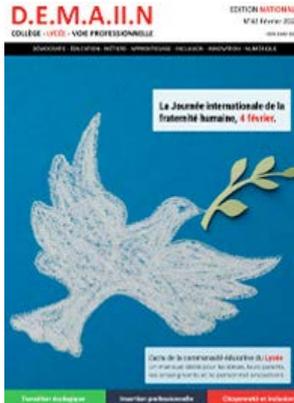
Novembre 2023



Décembre 2023



Janvier 2024



Février 2024



Mars 2024

CLIQUEZ ICI POUR RECEVOIR D.E.M.A.II.N CHAQUE MOIS

WWW.EDITIONS-EPICURE.FR